

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2019

REUNION DES 31 JANVIER ET 1ER FÉVRIER 2019

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**AIDE EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION
DEPARTEMENTALE DES AMIS ET PARENTS D'ENFANTS
INADAPTES (ADAPEI) DE CORSE-DU-SUD**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

L'association départementale des amis et parents d'enfants inadaptés (ADAPEI) de Corse-du-Sud est gestionnaire de quatre structures médico-sociales :

- Foyer d'hébergement Casa Toia
- Service d'accueil de jour (SAJ) I Fiori
- Institut médico-éducatif (IME) Les moulins blancs
- ESAT U Licettu

Parmi les structures gérées par l'ADAPEI 2A, deux relèvent de la seule compétence de la Collectivité de Corse :

- Le foyer d'hébergement Casa Toia : autorisé depuis le 14/05/2003 à Aiacciu, il dispose de 24 places installées sur 29 autorisées, pour des personnes handicapées mentales adultes de plus de 20 ans orientées par la CDAPH et travaillant en ESAT.
Le financement du foyer d'hébergement est assuré par la Collectivité de Corse sur la base d'un prix de journée fixé à 148,55 € pour l'année 2018.
- Le service d'accueil de jour (SAJ) I Fiori : autorisé depuis le 15/07/2010 à Aiacciu, il dispose de 20 places pour des adultes en situation de handicap mental et/ou physique, orientés par la CDAPH et présentant des déficiences sévères.
- Le financement du SAJ I Fiori est assuré par la Collectivité de Corse à travers le versement d'une dotation annuelle de fonctionnement (362 589,17 € en 2018).

Il est à préciser qu'entre 2010 et 2015 l'ADAPEI 2A constituait avec l'ARSEA (Association régionale pour la sauvegarde de l'enfant et de l'adulte) le groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCMS) « A Stella ».

Bien qu'à présent juridiquement indépendantes l'une de l'autre, ces deux entités conservent néanmoins des liens financiers importants, suite au protocole d'accord signé le 18 décembre 2015, résultant de la dissolution du GCMS « A Stella ». En effet, ce protocole fait notamment apparaître une dette de l'ADAPEI vis-à-vis de l'ARSEA à hauteur de 608 294 € et en définit les modalités de remboursement.

Au cours des derniers mois, l'ADAPEI 2A a traversé une situation de crise suite à l'accumulation de divers évènements inhabituels tels que :

- L'incendie volontaire survenu lors de la nuit de 19 au 20 mai 2018, au sein de l'ESAT U Licettu, qui a occasionné d'importants dégâts matériels au niveau de la cuisine, la rendant inopérante et engendrant ainsi un arrêt de l'activité de l'établissement. Il est à noter que suite à cet incendie, l'Assemblée de Corse a adopté une motion en date du 31 mai 2018 afin d'apporter une aide exceptionnelle au bénéfice de la structure pour permettre la résorption des dégâts matériels importants ainsi que la mise en sécurité du site.
- Le mouvement de grève de grande ampleur intervenu au cours du mois de juin 2018 suite à deux décisions prises par la Directrice Générale de l'ADAPEI 2A quant à la mise à pied d'un jeune travailleur handicapé de l'ESAT et de la directrice du foyer d'hébergement et du SAJ.
- La démission de l'ensemble des membres du conseil d'administration à l'exception d'un membre en début du mois de juin 2018.

Ces évènements ont notamment engendré l'instauration d'un climat social à la fois tendu et préoccupant avec un risque de dégradation des conditions d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de handicap au sein des structures gérées par l'association. Ils ont également fortement déstabilisé l'organisation interne de cette structure, déjà fragilisée dans son organisation et son fonctionnement.

Aussi, un administrateur provisoire, M. Charles de Saint Rapt, a-t-il été désigné par ordonnance du TGI d'Ajaccio en date du 29 juin 2018, ayant pour mission d'assurer la gestion des établissements de l'ADAPEI et d'en relever les problématiques afin de rétablir un fonctionnement régulier et conforme de l'association tant sur le plan de la protection de la personne accompagnée, de la qualité de prise en charge, du respect des droits des usagers que sur le volet des ressources humaines et financières.

L'administrateur provisoire et le sapiteur qui l'accompagne dans cette mission, M. Jean-Marc WATTEZ, ont réalisé un état des lieux dès l'été 2018 et engagé rapidement des premières mesures afin de réinstaurer le dialogue social et permettre un bon fonctionnement de l'association :

- Mise en œuvre d'une démarche de diagnostic des risques psycho-sociaux (RPS) pour l'ensemble des établissements (réseau I3R) : 20 000 €.
- Mise en place d'une cellule d'accompagnement psychologique par le cabinet Psya : 3 400 €.
- Elaboration d'une expertise financière indépendante à travers la sollicitation d'un auditeur externe (SECAFI) : 20 160 €.
- Financement de l'administration provisoire (juin à décembre 2018) : 61 004,74 €.

Par ailleurs, l'association doit faire face à la mise en application de plusieurs décisions d'inaptitude émanant de la médecine du travail, et qui imposent des mesures de licenciement de trois salariés de l'ADAPEI 2A. Au global, le coût des licenciements est estimé à 226 203,22 €.

Au-delà, il est à noter qu'à compter du mois de janvier 2019, les mensualités de remboursement de la dette existante vis-à-vis de l'ARSEA connaissent une augmentation et passeront de 4 000 € à 10 000 €.

Compte tenu de l'ensemble des éléments qui viennent d'être mentionnés, il ressort des évaluations de l'administrateur provisoire que l'ADAPEI 2A n'est pas en mesure d'absorber, faute de trésorerie suffisante, à la fois les charges exceptionnelles liées à

la crise survenue au mois de juin 2018, et l'augmentation des mensualités de remboursement de la dette existante vis-à-vis de l'ARSEA.

Aussi, l'administrateur provisoire sollicite l'attribution d'une aide financière exceptionnelle auprès de la Collectivité de Corse et de l'Agence Régionale de Santé.

Afin de permettre le bon fonctionnement des structures gérées par l'ADAPEI 2A, de garantir tant la continuité que la qualité de l'accompagnement proposé aux personnes en situation de handicap, ainsi qu'en application de la motion adoptée par l'Assemblée de Corse en date de 31 mai 2018 (n° 18/173 AC), la Collectivité de Corse souhaite soutenir l'ADAPEI 2A en apportant une aide financière exceptionnelle à hauteur de 59 986,48 €.

Le calibrage de l'aide financière exceptionnelle apportée par la Collectivité a été effectué sur la base d'une clé de répartition définie conjointement avec l'ARS, au prorata du poids budgétaire supporté par chacune des deux institutions pour le financement des établissements gérés par l'ADAPEI 2A. Aussi, à l'exception des charges pouvant être rattachées directement à un établissement en particulier, celles qui relèvent de l'ADAPEI d'une façon générale ont été réparties de la façon suivante : 25 % pour la Collectivité de Corse et 75 % pour l'ARS.

L'aide apportée par la Collectivité de Corse a vocation à couvrir une partie des charges exceptionnelles consécutives aux difficultés rencontrées par la structure suite à l'incendie de l'ESAT et au mouvement social intervenu au cours du mois de juin dernier.

Il est à préciser que le remboursement de la dette vis-à-vis de l'ARSEA ne pouvant pas être considéré comme une charge exceptionnelle, celui-ci sera appréhendé dans le cadre de la procédure de tarification habituelle des établissements médico-sociaux.

L'aide financière accordée par la Collectivité de Corse intervient en complémentarité de celle attribuée par l'ARS pour un montant total de 59 986,48 € est décomposée de la manière suivante :

- 5 000 € pour le financement du diagnostic des risques psycho-sociaux (RPS).
- 850 € pour la cellule d'accompagnement psychologique.
- 5 040 € pour l'expertise financière SECAFI.
- 13 845,48 € € pour la participation aux coûts engendrés par les licenciements.
- 15 251 € pour le financement de l'administration provisoire (juin à décembre 2018).
- 20 000 € pour la mise en sécurité du site de l'ESAT U Licettu, au Vazzio à Aiacciu (acquisition de matériel de vidéo surveillance).

En contrepartie de l'attribution de cette aide financière exceptionnelle, la Collectivité de Corse attend de l'association ADAPEI 2A qu'elle élabore un plan de redressement et qu'elle en assure la mise en œuvre et le suivi.

En conséquence, il est proposé à l'Assemblée de Corse :

- d'approuver le principe d'attribution d'une aide exceptionnelle à l'association ADAPEI 2A afin de lui permettre de faire face aux charges exceptionnelles engendrées suite à l'incendie de l'ESAT U Licettu et aux difficultés rencontrées depuis le mois de juin 2018.

- d'approuver le montant de l'aide exceptionnelle attribuée à l'association ADAPEI 2A à hauteur de 59 986,48 € :
 - o dont 39 986,48 € en fonctionnement
 - o 20 000 € en investissement (mise en sécurité du site - acquisition de matériel de vidéo surveillance).
- d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la convention jointe et ses éventuels avenants.
- de procéder au versement de la somme de 39 986,48 € (fonctionnement) dans un délai de quinze jours suivant l'adoption du présent rapport par l'Assemblée de Corse.

Ces financements seront imputés sur le programme N5141 - sous-programme N5141A - chapitre 934 - fonction 425 - compte 65242 « Frais de séjour en établissement et services pour adultes handicapés ».

- de procéder au versement de la somme de 20 000 € (investissement) après affectation d'une autorisation de programme en Conseil Exécutif suite à l'adoption du budget primitif 2019. L'ADAPEI devra également fournir une facture correspondant au matériel acquis.
Ces financements seront imputés sur le programme N5211C – Investissement - chapitre 904 - fonction 418 - compte 20421 « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé : Biens mobiliers, matériel et études ».
- de demander à l'association ADAPEI 2A d'élaborer un plan de redressement, d'en assurer ensuite la mise en œuvre et le suivi afin de garantir la qualité de l'accompagnement proposé aux personnes en situation de handicap pris en charge au sein des structures gérées par l'association.
- de demander à l'ADAPEI à présenter le contenu de ce plan de redressement à la Collectivité de Corse dès son adoption, et à informer celle-ci de sa mise en œuvre et de ses résultats au moins une fois par an, ou sur demande de la Collectivité de Corse.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.